

LE ROLE DE LA COMMUNICATION STRATEGIQUE DANS LE PROCESSUS D'ADHESION DE LA REPUBLIQUE DE MOLDAVIE A L'UNION EUROPEENNE

Svetlana CEBOTARI

svetlana.cebotari11@gmail.com

Université d'Etat de Moldavie, République de Moldavie

&

Violeta COTILEVICI

violeta.cotilevici@usm.md

Université d'Etat de Moldavie, République de Moldavie

Abstract: *Strategic communication plays a crucial role in the process of accession of the Republic of Moldova to the European Union, directly influencing the success of integration. Effective strategic communication informs the population about the benefits of EU membership, combats potential preconceptions and promotes a deeper understanding of the integration process. Transparent communication presents both the opportunities and challenges associated with membership, managing expectations and preparing citizens for the necessary changes.*

EU membership is not only a process of legislative alignment, but also of effective implementation of reforms in key sectors such as justice, public administration, the economy and the environment. The success stories of other countries show that genuine and sustained commitment is essential for long-term progress. At the same time, accession to the European Union involves not only adopting European legislation, but also adhering to the values and principles of the European Union, such as the rule of law, democracy and respect for human rights. Moldova must demonstrate a firm commitment to these values in all aspects of its accession process. In this sense, the Republic of Moldova should invest in strategic communication to raise public awareness of the benefits of EU membership and combat disinformation as a well-informed and supportive population can support progress in the accession process.

Strategic communication is therefore a key tool for the success of the process of accession of the Republic of Moldova to the European Union. A well-designed and implemented strategy can help build public support, manage expectations, improve relations with the European Union, mobilize resources and strengthen institutions.

Keywords: *strategic communication, European Union, Republic of Moldova, European integration.*

Introduction

Le processus d'adhésion à l'Union européenne représente une entreprise complexe et importante pour les pays candidats, et l'expérience de ce processus peut être influencée par divers facteurs socio-économiques, politiques et institutionnels. Dans le contexte de la République de Moldavie, qui a manifesté un intérêt accru pour l'adhésion à l'Union européenne, il existe une opportunité de tirer les leçons de l'expérience d'autres États membres de l'Union européenne qui ont suivi le processus d'adhésion dans le passé. Ces pays, déjà devenus membres de l'Union européenne ou candidats à l'adhésion, ont « navigué » à travers des étapes similaires de négociation, de mise en œuvre de réformes et d'ajustement aux normes et exigences de la communauté européenne. Leurs expériences constituent une source précieuse d'informations et de perspectives pour la République de Moldavie dans son propre processus d'adhésion. Le processus d'adhésion à l'Union européenne constitue en effet un engagement complexe et à long terme pour tout pays candidat, y compris la République de Moldavie, qui a exprimé un intérêt marqué pour l'intégration européenne.

L'expérience d'autres États membres ou candidats à l'Union européenne peut offrir de précieuses leçons à la Moldavie sur ce chemin difficile. Dans ce contexte, la communication stratégique joue un rôle crucial dans le processus d'adhésion de la République de Moldavie à l'Union européenne. La communication stratégique est essentielle pour clarifier les avantages de l'adhésion à l'Union européenne pour les citoyens et pour éduquer le public sur les implications économiques, sociales et politiques de l'intégration européenne. Il est important que les gens comprennent comment l'adhésion peut améliorer la qualité de vie et soutenir le processus à long terme. Une communication bien gérée contribue à accroître la crédibilité des autorités nationales auprès des citoyens et des partenaires internationaux. La transparence du processus d'adhésion et de la mise en œuvre des réformes est essentielle pour obtenir la confiance et le soutien nécessaires.

Au cours du processus d'adhésion, diverses formes de désinformation ou de manipulation peuvent survenir, susceptibles de saper le soutien du public ou de créer une confusion quant à l'orientation de la politique européenne du pays. La communication stratégique peut aider à contrer ces influences négatives en fournissant des informations précises et accessibles. La communication stratégique implique la mobilisation de tous les acteurs concernés, notamment la société civile, les entreprises, les syndicats et autres organisations intéressées, pour soutenir l'adhésion et contribuer à la formulation de politiques appropriées.

Une communication efficace facilite un dialogue continu et constructif entre les autorités moldaves et les institutions de l'Union européenne. Cela peut inclure des rapports réguliers, des évaluations transparentes et des consultations pour garantir l'alignement sur les exigences et les normes de la communauté européenne. Une communication stratégique bien conçue peut contribuer à renforcer l'image positive de la République de Moldavie sur le plan international et à attirer des investissements étrangers, susceptibles de soutenir le développement économique et social à long terme.

Ainsi, la communication stratégique est un outil essentiel dans le processus d'adhésion de la République de Moldavie à l'Union européenne, contribuant à la mobilisation du soutien public et à la consolidation de l'engagement national et international en faveur de l'intégration européenne.

Le rôle de la communication stratégique dans le processus d'adhésion de la République de Moldavie à l'Union européenne

Le processus d'intégration européenne dans la région des Balkans occidentaux et de l'Europe centrale a suscité un intérêt croissant au cours des dernières décennies, les États de cette région ayant exprimé leur désir de devenir membres de l'Union européenne. Pour s'aligner sur les normes et valeurs européennes, ces États ont mis en œuvre des réformes approfondies dans divers domaines, notamment la législation électorale, le système judiciaire, la lutte contre la corruption et le crime organisé ou encore, l'amélioration des conditions de détention (EU, 2025).

Ce processus n'a pas été sans défis et obstacles. Certains États ont progressé plus lentement que d'autres. Il est important de comprendre les leçons tirées de l'expérience de ces États concernant leur processus d'adhésion à l'Union européenne, car elles peuvent fournir des orientations et des idées précieuses à d'autres pays poursuivant le même objectif, comme la République de Moldavie. En analysant les stratégies, les politiques et les résultats de ces États, nous pouvons identifier les aspects clés et les bonnes pratiques qui pourraient être efficacement appliquées dans le contexte moldave, contribuant ainsi à l'avancement de son processus d'intégration européenne.

Pour réaliser cette étude, une analyse exhaustive de la littérature spécialisée disponible dans les textes pertinents liés au processus d'intégration européenne des pays de la région des Balkans occidentaux, notamment le Monténégro, la Serbie, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et la Slovaquie, la Croatie, entre autres, a été réalisée. Cette analyse avait pour objectif principal l'extraction de conclusions et de recommandations pertinentes pour la République de Moldavie dans le contexte de son adhésion à l'Union européenne. Les méthodes utilisées dans cette étude comprenaient une recherche documentaire intensive, une interprétation minutieuse des données existantes et une analyse critique des sources pertinentes. Ces méthodes ont permis une approche rigoureuse et systématique dans l'évaluation des progrès et des défis rencontrés par les États analysés dans leur processus d'intégration européenne (Ursu et alii, 2024).

Si l'on revient sur l'adhésion à l'Union européenne, depuis le dernier État membre en 2013 jusqu'aujourd'hui, on constate qu'en juillet 2013, un moment important a été enregistré pour l'Union européenne, avec l'adhésion de la Croatie, qui est devenu à cette époque le 28^{ème} État membre. Mais la situation a changé depuis que le Royaume-Uni a décidé de quitter l'UE le 31 janvier 2020. Depuis 2013 jusqu'à présent, aucun autre pays n'a rejoint l'Union européenne, mais ces dernières années, plusieurs pourparlers et négociations d'adhésion ont été lancés avec divers pays, comme la Turquie, le Monténégro et la Serbie. L'Albanie et la Macédoine du Nord ont également commencé à explorer la possibilité de devenir membres de l'UE à partir de juillet 2022. À la fin de l'année 2022, la Bosnie-Herzégovine a été reconnue comme pays candidat, tandis que le Kosovo a exprimé son désir d'adhérer à l'UE. Plus récemment, en juin 2022, l'Ukraine et la Moldavie ont reçu le statut de pays candidats à l'adhésion, et le 8 novembre 2023, la Commission européenne a recommandé au Conseil d'entamer les négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie.

L'analyse du processus d'élargissement de l'Union européenne aux États des Balkans occidentaux et à d'autres pays candidats tels que l'Ukraine et la République de Moldavie révèle un engagement ferme de l'UE en faveur de son expansion dans la région de l'Europe centrale et orientale et dans les Balkans. Cette expansion est perçue comme une démarche stratégique visant à renforcer la stabilité, à promouvoir la démocratie et les valeurs européennes dans ces États, ainsi qu'à renforcer la sécurité dans la région environnante.

Même si le processus d'élargissement de l'UE a été couronné de succès dans le passé, l'adhésion de certains États des Balkans occidentaux est abordée avec une prudence particulière, étant donné l'histoire récente de conflit et d'instabilité de la région. L'adhésion de ces États est perçue comme une étape cruciale pour renforcer la paix et la stabilité dans les Balkans ainsi que pour renforcer la démocratie et l'État de droit dans ces pays.

L'Union européenne reconnaît l'importance d'une approche individuelle pour chaque État, compte tenu des spécificités et des défis auxquels chacun est confronté. Dans le même temps, l'UE promeut le dialogue et la coopération régionale afin de résoudre les problèmes communs et de promouvoir un processus d'intégration européenne durable et inclusif. À travers le processus d'adhésion, l'Union européenne fournit une assistance et un soutien financier aux réformes structurelles et institutionnelles nécessaires pour s'aligner sur les normes et valeurs européennes. L'adhésion à l'UE offre également d'importantes perspectives économiques et sociales aux États candidats, grâce à l'accès au marché intérieur et aux fonds européens pour le développement régional et la modernisation des infrastructures. Le processus d'élargissement de l'Union européenne aux États des Balkans occidentaux et de l'Europe centrale reflète l'engagement continu de l'UE en faveur de la promotion de la paix, de la stabilité et du progrès en Europe et dans la région des Balkans. L'adhésion de ces États à l'UE n'est pas seulement une étape vers l'intégration européenne, mais aussi un signe de leur attachement aux valeurs et principes européens (Serbos, 2008 : 95-112)

Comme l'exprime l'auteur Morari C., dans la recherche « Les pays des Balkans occidentaux sur la voie de l'intégration européenne : résultats et tendances », la République de Moldova et les États des Balkans occidentaux ont connu des problèmes similaires après avoir obtenu l'indépendance et pendant le processus d'intégration dans l'Union européenne. Sur le plan extérieur, l'Union européenne a mené des actions pour soutenir l'option européenne de ces États et pour assurer la stabilité et le développement de la région en mettant en œuvre certaines réformes. En ce sens, en 1999 a été lancé le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, dans le but de soutenir les États dans leurs efforts visant à promouvoir la paix, la démocratie, le respect des droits de l'homme et la prospérité économique, afin de stabiliser l'ensemble de la région. Cependant, il existe également des différences notables, notamment au niveau politique. La République de Moldova a longtemps hésité à exprimer publiquement son intention d'adhérer à l'Union européenne, alors que les courants politiques liés au syndicalisme étaient plus évidents, suggérant la possibilité d'une union avec la Roumanie, qui aurait impliqué la reconnaissance de ses efforts d'adhésion à l'UE (Ursu et alii, 2024).

L'histoire des Balkans occidentaux, avec celle de la République de Moldova, présente un contexte complexe et interconnecté, car, à l'instar de la Moldova, les politiques étrangères des États de cette région ont oscillé entre orientation européenne et influences pro-russes. Cette fluctuation a entraîné une stagnation du processus d'intégration européenne de la République de Moldova, qui a duré des années (Ursu et alii, 2024 : 173-174). Essentiellement, l'histoire et l'évolution politique des Balkans occidentaux, ainsi que de la République de Moldova, mettent en évidence un contexte complexe et interconnecté en termes d'intégration européenne. Cette analyse souligne l'importance d'une politique étrangère cohérente et d'un soutien constant de la part de l'Union européenne pour relever avec succès les défis et les opportunités associés à l'adhésion à l'Union européenne. Les leçons tirées de l'expérience des États des Balkans peuvent fournir à la République de Moldova les orientations nécessaires pour renforcer son chemin vers l'intégration européenne de manière efficace et durable.

La Slovénie (État membre de l'UE) est devenue membre de l'Union européenne dès 2004, soulignant ainsi son avance politique et économique par rapport aux autres États de la région. La transformation rapide de la Slovénie en une économie de marché efficace constitue un exemple notable du processus d'intégration européenne, facilité par les liens économiques étroits établis avec la communauté européenne depuis les années 1970. Ces premiers liens ont favorisé la transition du pays vers l'Ouest après l'indépendance et ont stimulé l'essor du pays, le développement des relations économiques avec l'UE. Dans son processus d'intégration européenne, la Slovénie a fait preuve d'un haut niveau de transparence, en rendant les processus de négociation publics et en impliquant activement le parlement et la société civile dans la préparation des négociations. Cet aspect constitue un exemple significatif pour la République de Moldova, qui peut adopter des pratiques de transparence et de participation active aux processus d'intégration européenne. Même lors d'une rencontre entre le ministre par intérim des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne de la République de Moldova, Aureliu Ciocoi, et son homologue slovène, Anže Logar, le 28 juin 2021, lors de la réunion ministérielle de la Coalition mondiale anti-EI, M. Ciocoi a souligné le soutien continu de la Slovénie au dialogue RM-UE et a manifesté son intérêt à partager l'expérience slovène dans le processus d'intégration européenne, ce qui prouve que la Slovénie est un exemple digne d'être suivi. Après que la République de Moldova a obtenu le statut de pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne, le 23 juin 2022, la Slovénie a été le premier pays avec lequel ont commencé les consultations dans le domaine de l'intégration et des affaires européennes.

Dans le même temps, la République de Moldova peut tirer des leçons des défis rencontrés par la Slovénie dans la coordination des affaires européennes. Il s'agit notamment du manque de personnel formé aux études européennes (en identifiant et en abordant ce problème, la République de Moldova pourrait renforcer ses ressources humaines et développer son expérience dans le domaine des affaires européennes, facilitant ainsi l'intégration et la participation active aux processus européens); le manque de la connaissance des langues étrangères (le développement des compétences linguistiques permettrait à la République de Moldova de communiquer efficacement et de collaborer avec des partenaires européens, renforçant ainsi sa position au sein de l'UE et promouvant les intérêts nationaux); le manque d'une culture administrative moderne (en adoptant des pratiques administratives transparentes, efficaces et axées sur les résultats), la République de Moldova pourrait améliorer sa capacité de gouvernance et mieux s'aligner sur les normes et valeurs européennes en adoptant des politiques qui favorisent la transparence, l'efficacité et la responsabilité dans l'administration publique (CMS, 2022 : 25). Ainsi, les investissements dans l'éducation, la culture et les échanges interculturels pourraient contribuer à l'assimilation et à la promotion des valeurs européennes dans la société moldave.

En renforçant les ressources humaines et en développant les compétences linguistiques, la République de Moldova pourrait renforcer ses capacités de négociation et de mise en œuvre des politiques européennes, facilitant ainsi son processus d'intégration européenne. Améliorer la gouvernance et promouvoir la culture européenne renforcerait l'adhésion de la Moldova à la communauté européenne et créerait une base solide pour ses progrès sur la voie des réformes et de la modernisation. Ainsi, la République de Moldova pourrait bénéficier des leçons tirées des difficultés rencontrées par la Slovénie dans son processus de coordination des affaires européennes, en adoptant des mesures appropriées pour relever et surmonter ces défis et renforcer son parcours européen et en contrepartie, la Slovénie pourrait démontrer sa position de promoteur de l'élargissement de l'UE, ainsi

que sa volonté de partager avec ses homologues moldaves l'expérience pertinente accumulée dans le processus d'adhésion de la Slovaquie à l'Union européenne. Ces aspects ont été déjà précisés par les délégations du ministère des Affaires étrangères de la République de Slovaquie le 9 décembre 2022 lors d'une réunion en ligne avec des représentants du ministère des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne de la République de Moldova (CMS, 2022). De plus, en novembre 2023, la Slovaquie déclare que le rapport de la Commission européenne démontre déjà à quel point la Moldova se prépare à entamer les négociations d'adhésion (AS, 2023). Dans ce contexte, la Slovaquie offre à la République de Moldova un modèle précieux de bonnes pratiques en matière d'intégration européenne, notamment en établissant des liens économiques solides avec l'UE, en adoptant la transparence dans les processus d'intégration et en offrant un soutien actif dans les consultations et les négociations. Ces aspects peuvent jouer un rôle crucial pour garantir une intégration réussie et bénéfique de la Moldova dans l'Union européenne.

Un autre État qui souhaite rejoindre l'UE est la Bosnie-Herzégovine (État candidat). Le 15 février 2016, la Bosnie-Herzégovine a présenté sa demande d'adhésion à l'UE. En septembre 2016, le Conseil a adopté des conclusions sur cette demande, demandant à la Commission de donner son avis. Plus tard, en mai 2019, la Commission a rendu son avis, définissant 14 priorités clés pour l'ouverture des négociations d'adhésion. En décembre 2022, la Bosnie-Herzégovine a obtenu le statut de pays candidat à l'UE, soulignant la nécessité de mettre en œuvre les réformes spécifiées par la Commission européenne pour renforcer l'État de droit, lutter contre la corruption et gérer les migrations. En juin 2022, le Conseil européen a appelé les dirigeants politiques de Bosnie-Herzégovine à achever les réformes constitutionnelles et électorales conformément aux priorités fixées. En décembre 2023, la Commission européenne a recommandé d'ouvrir les négociations d'adhésion lorsque la Bosnie-Herzégovine satisfera aux critères nécessaires. L'UE s'est déclarée prête à entamer les négociations d'adhésion lorsque le pays aura atteint ces objectifs et a demandé à la Commission de présenter les progrès réalisés en mars 2024 (ibidem). La Bosnie-Herzégovine est confrontée à d'importantes difficultés dans son processus d'intégration européenne ayant les résultats les plus modestes dans la réalisation des dimensions externe et interne. Certains aspects clés comprennent :

- L'évaluation de la Commission européenne en 2000 a révélé la nécessité de réformes approfondies en Bosnie-Herzégovine afin de progresser sur la voie de l'intégration européenne. L'élaboration d'une feuille de route a souligné l'importance et la complexité du processus de préparation du pays à l'adhésion à l'UE.
- La signature de l'Accord de stabilisation et d'association (ASA) en 2008 a représenté une étape importante dans le cheminement de la Bosnie-Herzégovine vers l'intégration européenne. Cet accord est devenu le premier instrument de pré-adhésion du pays et a ouvert la voie à une coopération plus étroite avec l'UE dans divers domaines (Wiener et alii, 2005 : 17).
- L'Union européenne souligne les domaines qui nécessitent une reprise en Bosnie-Herzégovine afin de progresser dans le processus d'intégration européenne. Ces domaines comprennent les réformes institutionnelles, la lutte contre la corruption, le renforcement de l'État de droit et l'amélioration des performances économiques et sociales.

Ainsi, la Bosnie-Herzégovine est confrontée à des défis importants dans son processus d'intégration européenne, et son succès dépend de sa capacité à mettre en œuvre des réformes structurelles et à répondre aux exigences et normes imposées par l'Union européenne. En abordant et en résolvant les problèmes identifiés par l'UE, la Bosnie-Herzégovine peut renforcer ses perspectives européennes et avancer sur la voie de l'adhésion à l'UE.

Dans le même temps, la majorité des habitants de Bosnie-Herzégovine perçoivent l'Union européenne comme la solution à tous les problèmes auxquels le pays est confronté. Dans la Stratégie nationale pour l'intégration dans l'Union européenne, adoptée en 2005, la Bosnie-Herzégovine fixe ses objectifs d'intégration européenne, en soulignant la nécessité de promouvoir des réformes pour avancer sur la voie européenne. La stratégie est valable jusqu'à ce que la Bosnie-Herzégovine devienne membre à part entière de l'UE, sans aucune date limite, ce qui constitue un écart important. Cette stratégie a été élaborée par la Direction de l'intégration européenne de Bosnie-Herzégovine, créée par le Conseil des ministres en 2002, en remplacement du ministère de l'Intégration européenne créé en 2000. Cette direction, en tant qu'institution indépendante, représente le principal coordinateur du processus d'intégration européenne du pays. D'autres documents ont également été élaborés sous sa direction, tels que la « Stratégie de communication, pour informer le public sur l'intégration européenne », et le « Guide pour l'harmonisation des législations nationales avec celle de l'UE ». Toutefois, les changements en Bosnie-Herzégovine sont lents. Selon le chercheur B. Brljavac, la perspective européenne ne semble pas être un facteur de motivation pour résoudre les tensions interethniques entre les hommes politiques. Bien que l'intégration européenne soit déclarée un objectif stratégique du pays, peu de politiciens se consacrent à sa réalisation. Dans son rapport de 2012, le Conseil de l'Union européenne salue les progrès réalisés en Bosnie-Herzégovine, notamment la création du Conseil des ministres au niveau de l'État, l'adoption de lois sur les aides d'État, l'adoption du budget et la réalisation d'un consensus sur l'immobilier et la propriété de l'État. Cependant, le Conseil exprime sa préoccupation face à la non-application des accords politiques, aux problèmes ethniques et à la situation économique difficile du pays (Morari, 2012 : 580).

Dans le rapport de 2014 de la Commission européenne, la stagnation du processus d'intégration européenne en Bosnie-Herzégovine est soulignée, principalement en raison du manque de volonté politique des dirigeants pour mener à bien les réformes nécessaires. Ce constat met en évidence un problème persistant dans la progression du pays vers l'adhésion à l'Union européenne et appelle à une approche plus ciblée et coordonnée de la part des autorités locales et des partenaires européens. Les recommandations du rapport de la Commission européenne soulignent la nécessité d'une plus grande implication politique et d'un engagement plus ferme dans la mise en œuvre des réformes. Il est crucial que la Bosnie-Herzégovine fasse preuve d'une réelle volonté politique et prenne des mesures concrètes pour remplir ses engagements dans le processus d'intégration européenne.

Le 15 décembre 2022, les chefs d'État et de gouvernement de l'UE, réunis en sommet à Bruxelles, ont officialisé l'octroi du statut de pays candidat à la Bosnie-Herzégovine, marquant ainsi le début du processus d'adhésion de ce pays des Balkans. Cette décision fait suite à un accord conclu par les ministres des Affaires européennes et reflète l'engagement de l'UE en faveur de son expansion dans la région des Balkans occidentaux. Le pays, avec une population de 3,5 millions d'habitants, est confronté à divers défis, notamment la sécessionnisme et l'instabilité politique et économique.

Toutefois, l'octroi du statut de candidat constitue une étape importante vers l'intégration européenne et offre la possibilité de mettre en œuvre les réformes nécessaires dans des domaines tels que l'État de droit, la lutte contre la corruption et la criminalité organisée, la gestion des migrations et le respect des droits fondamentaux. La recommandation faite en octobre par la Commission européenne aux États membres d'accorder le statut de candidat à la Bosnie-Herzégovine souligne l'importance de ce processus et le soutien de l'UE aux pays de la région dans leurs efforts de réforme et d'alignement sur les normes européennes. L'intégration européenne pourrait apporter des avantages significatifs à la Bosnie-Herzégovine, notamment le développement économique, la stabilité politique et le renforcement de la démocratie (Coman, 2022).

Suite à la situation de guerre en Ukraine, mais aussi à la décision de juin 2022 de l'Union européenne concernant l'octroi du statut de pays candidat à l'Ukraine et à la Moldavie, d'intenses discussions ont commencé d'urgence concernant l'accélération de l'intégration dans l'UE des pays candidats et potentiels de la région des Balkans de l'Ouest.

En comparant les négociations avec les États des Balkans occidentaux avec celles des États d'Europe centrale et orientale, des similitudes sont mises en évidence dans la structure institutionnelle des négociations et dans la position de l'Union européenne. Cependant, il est important de souligner que chaque pays a ses propres particularités et défis uniques, et que le processus d'intégration doit prendre en compte ces aspects individuels pour garantir le succès et la durabilité des réformes.

La République de Moldova peut apprendre de l'expérience d'autres pays et appliquer les mêmes principes et leçons sur la voie de son adhésion à l'Union européenne, afin de consolider les progrès et de promouvoir les valeurs européennes dans le pays, notamment :

- engagement ferme en faveur des réformes - il est stratégique pour la République de Moldova de démontrer un engagement ferme et soutenu en faveur des réformes nécessaires à l'alignement sur les normes et valeurs européennes. Cela signifie être prêt à aborder des questions telles que l'État de droit, la lutte contre la corruption, l'indépendance des institutions et le respect des droits de l'homme.
- lutte contre la corruption et réformes institutionnelles – la République de Moldova est également confrontée à des défis liés à la corruption et aux réformes institutionnelles. La mise en œuvre de mesures efficaces contre la corruption, la réforme du système judiciaire et des institutions démocratiques sont essentielles pour progresser sur la voie de l'intégration européenne.
- renforcement des institutions démocratiques – la République de Moldova devrait renforcer ses institutions démocratiques et les rendre plus transparentes et responsables envers les citoyens. Cela implique de garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire, de garantir une presse libre et pluraliste et d'accroître la participation civique au processus décisionnel.
- accent mis sur la cohésion sociale et l'inclusion – les questions liées à la diversité ethnique, linguistique et culturelle peuvent être gérées plus efficacement grâce à une approche qui favorise la cohésion sociale et l'inclusion. La République de Moldova peut tirer des leçons de l'expérience des pays de l'UE en matière de promotion de la diversité et de protection des droits des minorités.

- détermination politique - afin de progresser dans le processus d'adhésion à l'UE, les dirigeants politiques de la République de Moldova doivent faire preuve d'une forte détermination politique et d'une réelle volonté de mettre en œuvre les réformes nécessaires. Un engagement ferme en faveur de la promotion des valeurs européennes et de la mise en œuvre des réformes sera crucial pour le succès du processus d'adhésion.
- implication de la société civile – la société civile de la République de Moldova joue un rôle solide dans le processus d'adhésion à l'UE, à travers le suivi et la participation active à la mise en œuvre des réformes. La consultation des citoyens et leur participation au processus d'adhésion renforcent le soutien à l'intégration et augmentent la légitimité de ce processus. Il est important que les citoyens de la République de Moldova soient informés et comprennent en détail les implications et les avantages de la voie européenne du pays. Il est nécessaire d'avoir un débat public approfondi et transparent, dans lequel chaque étape de ce chemin européen soit discutée. Il est essentiel que les gens soient impliqués et acceptent ces mesures, et un référendum pourrait constituer un moyen démocratique de parvenir à ce consensus. La Slovénie fournit un exemple pertinent à cet égard, puisqu'elle a décidé d'adhérer à l'Union européenne par référendum. Cependant, il est important de noter que déjà 60% des Moldaves expriment le désir d'intégrer l'Union européenne, un pourcentage important compte tenu de l'influence de la Russie dans la région. Cela souligne l'importance d'une participation active des citoyens à la prise d'une décision aussi importante pour l'avenir du pays.
- surveillance et assistance internationales – le soutien et l'assistance internationaux sont essentiels pour la République de Moldova dans son parcours européen. Le suivi des progrès et les orientations de l'UE et d'autres organisations internationales sont importants pour faciliter les réformes et garantir les progrès vers l'adhésion à l'UE.
- identifier des solutions pacifiques et durables au conflit transnistrien – basées sur le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République de Moldova à l'intérieur des frontières internationalement reconnues. Ces principes sont fondamentaux pour tout processus de négociation ou de médiation du conflit, car ils protègent le statut d'État et la souveraineté de la République de Moldova dans le contexte d'une solution durable et viable au problème de Transnistrie. En outre, l'insistance sur le respect de ces principes peut contribuer à renforcer la confiance entre les parties et à créer un cadre favorable au dialogue et à la coopération à long terme.

Par conséquent, la République de Moldova pourrait améliorer ses perspectives européennes et avancer sur la voie de l'intégration européenne en adoptant et en mettant en œuvre des réformes durables conformément aux valeurs et aux normes promues par l'Union européenne (Ursu, 2024 : 185-186).

L'examen exhaustif de la littérature spécialisée sur le processus d'intégration européenne des pays de la région des Balkans occidentaux, notamment le Monténégro, la Serbie, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Slovénie, la Croatie et d'autres, constitue une méthode essentielle pour comprendre les expériences et les leçons apprises par ces États dans leur démarche d'adhésion à l'Union européenne. L'objectif principal de cette analyse

est de tirer des conclusions et des recommandations pertinentes pour la République de Moldova dans son processus d'adhésion à l'Union européenne.

Les États des Balkans occidentaux qui ont progressé dans le processus d'adhésion à l'Union européenne ont souvent fait preuve d'un large consensus politique et d'un engagement national fort en faveur de l'intégration européenne. Il est crucial que la République de Moldova développe et maintienne un tel consensus pour garantir la continuité politique et un soutien à long terme aux réformes. Quant au processus d'adhésion à l'Union européenne, il implique de profondes réformes structurelles dans des domaines tels que la justice, l'administration publique, l'économie et l'environnement.

L'expérience d'autres pays indique la nécessité d'une mise en œuvre rigoureuse et efficace de ces réformes pour aligner la législation et les pratiques sur les normes européennes. En ce sens, une communication stratégique efficace est cruciale pour la Moldavie dans son processus d'adhésion à l'Union européenne. Les exemples des Balkans occidentaux montrent l'importance d'éduquer et d'informer le public sur les avantages et les défis de l'intégration européenne. La Moldavie devrait investir dans des campagnes d'information claires, accessibles et transparentes pour lutter contre la désinformation et le scepticisme du public. Les États de la région des Balkans occidentaux ont souvent dû faire face à des défis géopolitiques et à des relations internationales complexes avant d'accéder à l'Union européenne. La Moldavie doit donc développer une diplomatie publique forte et promouvoir ses intérêts nationaux de manière stratégique et cohérente au niveau international. La mise en œuvre des réformes et les progrès dans le processus d'adhésion nécessitent des systèmes efficaces de suivi et d'évaluation. La Moldavie devrait établir des mécanismes solides pour suivre et évaluer les progrès réalisés conformément aux normes de l'Union européenne et pour corriger la situation en fonction des besoins et des exigences.

La République de Moldova a besoin d'une communication stratégique pour contrer les menaces hybrides, en particulier celles liées à la propagande et à la désinformation, pour répondre aux défis complexes auxquels sont confrontées les institutions publiques nationales dans la promotion des politiques publiques, pour synchroniser les efforts et les discours afin de renforcer la société, et au niveau international, nous avons besoin d'une communication stratégique pour promouvoir les intérêts nationaux dans l'environnement extérieur.

Sans structures et processus de communication permettant l'échange d'informations entre l'État et les citoyens, il est difficile d'imaginer que les États puissent répondre aux besoins et aux attentes du public. Fondamentalement, une communication transparente permet aux citoyens de surveiller les activités de l'État, d'engager un dialogue avec l'État sur les domaines qui les intéressent et d'influencer les résultats politiques, même indirectement. Ainsi, la mise en place d'un processus de communication stratégique, au niveau national, est une mesure efficace à long terme pour contrer les menaces hybrides, ainsi que pour accroître la résilience et renforcer la cohésion sociétale, et développer des principes de communication stratégique, particulièrement importants en cas de gestion de crise (CCS, 2022).

D'autant plus que dans l'environnement de sécurité actuel en évolution rapide, la communication stratégique est utilisée pour assurer la crédibilité, la légitimité de l'État et des décisions prises par les décideurs politiques, pour dissuader et garantir la liberté d'action, pour contribuer au renforcement de la crédibilité politique et la confiance envers les institutions étatiques chargées de gérer différents domaines. Ainsi, la communication stratégique devrait devenir l'élément d'information indispensable pour les autorités nationales et représente l'un des outils dont l'État dispose pour atteindre ses objectifs politiques, économiques, sociaux, de sécurité et de défense (CCS, 2022). La communication stratégique

est donc un outil essentiel pour assurer la prospérité et la sécurité d'un État. Il s'agit d'une arme stratégique inestimable dans le contexte complexe et dynamique d'aujourd'hui.

Dans ce sens, le 19 juillet 2024, plus de 200 spécialistes de divers domaines liés à l'intégration européenne, issus des institutions publiques, des médias et de la société civile, se sont réunis dans le cadre de la conférence internationale « Prochaines étapes du processus d'adhésion à l'Union européenne », organisée par le Bureau de l'intégration européenne. Pendant deux jours, en compagnie d'experts de l'Albanie, de la Macédoine du Nord, du Monténégro et de la Serbie, les participants discuteront de l'expérience des États des Balkans occidentaux qui ont déjà entamé le processus de négociation, mais aussi des prochaines étapes que notre pays va franchir dans son parcours européen. La conférence internationale « Prochaines étapes du processus d'adhésion à l'Union européenne » est organisée avec le soutien du projet de l'Union européenne « Soutien au dialogue politique structuré, coordination de la mise en œuvre de l'accord d'association et renforcer le processus d'harmonisation de la législation de la République de Moldova » (EUP, 2024). Ce mouvement est une initiative très précieuse, qui démontre que la République de Moldova reconnaît l'importance de tirer les leçons de l'expérience d'autres États qui ont déjà suivi le processus d'intégration européenne.

L'échange d'expériences avec les États des Balkans occidentaux, qui se trouvent à différentes phases du processus d'intégration, offre à la République de Moldova une perspective précieuse sur les défis et les solutions pratiques. La conférence permet d'identifier des points communs entre la République de Moldova et les États des Balkans occidentaux, ainsi que quelques stratégies réussies pouvant être adaptées au contexte moldave. Les discussions avec des experts des États voisins ont permis d'identifier les mesures concrètes que la République de Moldova doit prendre à l'avenir pour renforcer son parcours européen. L'expérience d'autres États peut aider la République de Moldova à optimiser le processus de réforme, en identifiant les méthodes les plus efficaces de mise en œuvre de la législation européenne. En comprenant les défis et les solutions trouvées par les États des Balkans occidentaux, la République de Moldova peut optimiser les négociations d'adhésion, garantissant ainsi un processus plus rapide et plus efficace d'intégration européenne du pays.

Conclusion

Dans le contexte de la République de Moldova, le processus d'adhésion à l'Union européenne représente non seulement une aspiration stratégique, mais aussi une opportunité de réaliser des réformes significatives dans divers domaines de la société. L'expérience d'autres États membres ou candidats à l'Union européenne peut fournir des leçons et des orientations précieuses à la République de Moldova dans ce parcours complexe. Les États qui ont réussi à adhérer à l'Union européenne ont démontré qu'un large consensus et une continuité politique sont essentiels pour surmonter les obstacles et mettre en œuvre les réformes nécessaires. Il est important que la République de Moldova établisse un cadre politique stable et garantis un soutien à long terme à l'intégration européenne. L'adhésion à l'Union européenne n'est pas seulement un processus d'alignement législatif, mais également de mise en œuvre efficace de réformes dans des secteurs clés tels que la justice, l'administration publique, l'économie et l'environnement. Les exemples de réussite d'autres pays montrent qu'un engagement réel et continu est essentiel au progrès à long terme. Dans le même temps, l'adhésion à l'Union européenne implique non seulement l'adoption d'une législation européenne, mais aussi l'adhésion aux valeurs et principes de l'Union européenne, tels que l'État de droit, la démocratie et le

respect des droits de l'homme. La Moldavie doit démontrer un engagement ferme envers ces valeurs dans tous les aspects de son processus d'adhésion.

En ce sens, la République de Moldova devrait investir dans une communication stratégique pour sensibiliser le public aux avantages de l'adhésion à l'Union européenne et lutter contre la désinformation. Une population bien informée et solidaire peut soutenir les progrès dans le processus d'adhésion. Enfin, en tirant les leçons de l'expérience d'autres États et en appliquant des stratégies appropriées adaptées à ses spécificités, la République de Moldova peut réussir à s'engager sur la voie de l'adhésion à l'Union européenne, en bénéficiant non seulement d'un soutien matériel et technique, mais également du large soutien de la population et des acteurs internes et externes impliqués dans ce processus.

BIBLIOGRAPHY

- AS, (2023), « Austria și Slovenia sprijină eforturile R. Moldavie de a deveni membră a UE până în 2030. Președinții Alexander Van der Bellen și Nataša Pirc Musar, într-un glas la Chișinău: „R. « Moldavie merită să fie în UE” », disponible en ligne : <https://www.ziarulnational.md/ultima-ora-video-austria-si-slovenia-spiijina-eforturile-moldova-de-a-deveni-membra-ue-pana-in-2030-presedintii-alexander-van-der-bellen-si-natasa-pirc-musar-r-moldova-merita-sa-fie-in-ue/>
- CCS, (2022), *Ce este comunicarea strategică și de ce Republica Moldavie are nevoie de aceasta*, disponible en ligne : <https://www.moldova.org/ce-este-comunicarea-strategica-si-de-ce-republica-moldova-are-nevoie-de-aceasta/>.
- CMS, (2022), *Consultările moldo-slovene în domeniul integrării europene*, disponible en ligne : <https://mfa.gov.md/ro/content/consultarile-moldo-slovene-domeniul-integrarii-europene>.
- COMAN, Ioana, (2022), « Bosnia-Herțegovina a primit oficial statutul de țară candidată la aderarea la UE », disponible en ligne : <https://www.digi24.ro/stiri/externe/bosnia-herțegovina-a-primit-oficial-statutul-de-tara-candidata-la-aderarea-la-ue-2185523>.
- EU, (2025), *Extinderea Uniunii*, disponible en ligne : <https://www.europarl.europa.eu/factsheets/ro/sheet/167/extindereauniunii>
- EUP, (2024), *Evenimentul „Următorii pași în procesul de aderare la UE”*, disponible en ligne : <https://rlive.md/evenimentul-urmatorii-pasi-in-procesul-de-aderare-la-uniunea-europeana/>
- FINK-HAFNER, Danika et LAJH, Damjan, (2005), *Managing Europe from home: the Europeanization of the Slovenian Core Executive*, Ireland, UK, Dublin European Institute.
- MORARI, Cristina, (2012), “Western Balkan Countries on the Road of European Integration: Results and Tendencies”, dans “CES Working Papers” III, 4(3a), pp. 574-583.
- SERBOS, Sotiris, (2008), “European Integration & South Eastern Europe: Prospects & Challenges for the Western Balkans”, dans “UNISCI Discussion Papers”, 18, p. 95-112.
- URSU, Viorica ; URSU, Daniel et SLOBOZIANU, Maria, (2024), « Analysis of the experience of some EU member states or in the progress of accession to the EU – anticipated challenges and strategies for the Republic of Moldavia », dans “Journal of Social Sciences”, Vol. VII, no. 1 (2024), pp. 171-187, disponible en ligne : https://ibn.idsi.md/sites/default/files/imag_file/171-187_0.pdf.
- WIENER, Antje ; BÖRZEL, Tanja A. ; TOMASS, Risse et DIEZ, T., (2005), *European Integration Theory*. Oxford, UK, Oxford University Press.